

## Intervention sur l'immigration

Madrid

7 octobre 2006

\*\*\*\*

Chers amis, juste quelques mots en espagnol pour commencer :

Estimados colegas,

Quisiera agradecerles a al Presidente Mariano Rajoy y a mi colega Jaime Mayor su invitación a participar en esta conferencia sobre inmigración. Estoy muy honrado de estar con ustedes para debatir este tema tan interesante.

Me gusta mucho su país, y gracias a ustedes, esta tarde, podré visitar a mi hija quien vive en Madrid!

.....

Plus de 20 000 immigrés clandestins sont venus s'échouer, au péril de leur vie sur les plages des Canaries, à Lampedusa et à Malte depuis le début de l'année. Nous ne savons pas combien ont péri noyés.

Le seul et unique but de ces immigrés, c'est de pouvoir subvenir aux besoins vitaux de leur famille. Ni des fils barbelés, ni des mers déchaînées n'arrêteront un père qui cherche désespérément à nourrir ses enfants.

Plutôt que de les stigmatiser, il nous faut stopper ces drames humains. Alors, concrétisons ces paroles en actions et donnons-nous les moyens d'agir!

Nous sommes plusieurs députés européens à avoir visité des centres de rétention de demandeurs d'asile et d'immigrés illégaux dans toute l'Europe. Dernièrement, avec mon ami Agustin Diaz de Mera, nous nous sommes rendus aux Iles Canaries où, comme vous le savez, le record d'arrivée massive de clandestins est battu quotidiennement ces derniers mois. A chaque retour de nos missions, nous avons tiré la sonnette d'alarme.

Au nom de nos valeurs, l'Europe ne peut plus accepter cette situation. Nous ne pouvons plus tolérer que des personnes perdent la vie en essayant d'atteindre nos côtes.

De plus, nos pays n'ont pas les moyens d'accueillir tous ceux qui voient en eux un eldorado. Il est complètement irresponsable de favoriser l'immigration, si on ne peut pas fournir un accueil humain aux immigrés.

La lutte contre l'immigration illégale doit donc devenir une priorité européenne. Je dis bien "européenne", car je pense sincèrement que des solutions efficaces ne pourront être trouvées qu'en collaboration avec tous les pays européens.

Régulièrement au Parlement, nous sommes en charge de rapports très sectoriels sur des thèmes précis. En 2005, j'ai eu l'honneur d'être nommé rapporteur sur un rapport

global concernant l'immigration légale, l'immigration illégale et la politique d'intégration.

Je souhaite vous faire part de quelques-unes de mes réflexions:

- Premièrement, il faut mettre en oeuvre une politique de co-développement plus intelligente et plus constructive que celle appliquée jusqu'à présent. Contrôlons et ciblons les financements européens. L'argent doit arriver directement au peuple, sans être détourné.

L'aide au développement devrait être proportionnelle aux efforts des pays d'origine dans la maîtrise de leur flux migratoires.

- Deuxièmement, l'Europe doit instaurer de réels partenariats avec les pays d'origine. Il faut continuer à signer des accords de réadmission avec les pays d'origine. Actuellement au Parlement européen, nous étudions une directive sur le retour des ressortissants des pays tiers en situation illégale. C'est un instrument indispensable à la crédibilité de la lutte contre l'immigration clandestine.

- Autre point : la prévention.

L'Europe doit lancer des campagnes d'information sur les risques que les immigrés encourent. Des actions doivent être lancées sur place dans les pays d'origine. J'ai proposé que des consulats ou des ambassades européennes soient créés dans tous ces pays. Ainsi, les immigrés pourraient sur place avoir des informations quant aux possibilités de venir dans nos pays européens.

- Ensuite, point primordial : il faut renforcer la sécurité à nos frontières extérieures. Réfléchissons à la création efficace de patrouilles communes pour les frontières maritimes, d'une police européenne des frontières, ou d'un réseau d'officiers de liaison pour l'immigration.

Cet été, une mission de l'agence FRONTEX - pour la gestion des frontières extérieures- a été envoyée afin de patrouiller les côtes espagnoles et africaines. C'est un premier pas positif.

Mais, ouvrons les yeux! Ce n'est malheureusement pas quelques bateaux et experts qui réussiront à mieux gérer les flux migratoires dans ces régions. Faute de moyens, l'agence ne peut pas remplir son rôle de surveillance; elle n'a actuellement qu'une mission humanitaire.

Chers amis, je ne comprends pas l'attitude des pays européens. Pourquoi tardent-ils à donner des moyens financiers et logistiques conséquents à FRONTEX? Pourquoi la solidarité entre Etats membres ne s'est-t-elle pas mise en place plus rapidement?

Cette situation n'est pas acceptable. Car finalement votre frontière, c'est aussi notre frontière. Avec l'espace Schengen, tous les Etats européens n'ont plus qu'une seule frontière extérieure commune.

Ils doivent donc partager les coûts et les responsabilités.

- Dernier point que je souhaite aborder: la nécessité d'une meilleure coordination et communication.

J'ai été, cette année, rapporteur sur l'établissement d'une procédure d'information mutuelle entre les Etats membres dans les domaines de l'asile et de l'immigration. Une

fois mis en place, ce réseau permettra une meilleure communication entre les services administratifs et politiques de tous les pays européens. Désormais, un pays devra informer les autres Etats de l'Union des mesures qu'il prend au niveau national concernant l'ouverture ou la fermeture de ses frontières.

J'en viens au point sensible des régularisations massives. Une question simple se pose: les pays qui ont massivement régularisé ces dernières années ont-ils maîtrisé leur immigration clandestine?

La réponse est NON. Les régularisations de masse ne sont donc pas une solution efficace.

En revanche, j'ai proposé dans mon rapport une autre possibilité : la lutte plus efficace contre le travail au noir. Si les immigrés illégaux ne trouvaient plus de travail, ils ne viendraient plus chez nous. Les sanctions contre les entreprises employant des clandestins doivent être très sévères.

Chers amis, tous les points que je viens de soulever représentent une partie importante d'une politique d'immigration: la lutte contre l'immigration illégale.

Mais n'oublions pas l'immigration légale et l'intégration, qui sont deux politiques indissociables. Une coordination minimum des 25 politiques est toutefois nécessaire. Même si, chaque Etat a bien sûr le droit de choisir le nombre d'immigrés légaux qu'il souhaite accueillir.

Nous devons gérer de manière concertée nos flux migratoires dans leur ensemble. Sinon dans quelques années, nous nous retrouverons encore à Madrid ou ailleurs pour débattre de ces mêmes problèmes.

Mes chers amis, je pourrai encore vous parler longuement de ce sujet qui me passionne. En tant que député européen évidemment, mais aussi en tant que Président d'une ONG internationale de défense des droits de l'Homme.

Vous l'avez compris, je suis persuadé que la maîtrise de l'immigration passe par une politique commune au niveau européen. Trouvons un équilibre entre "efficacité, sécurité" d'un côté, et "solidarité et fraternité" de l'autre.

Ensemble, je sais que nous réussirons à avoir cette approche responsable.